

SENATO DELLA REPUBBLICA

XI LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 38

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DEL CONSIGLIO D'EUROPA

(QUARANTAQUATTRESIMA SESSIONE ORDINARIA)

Raccomandazione 1201 (1993) (1)

relativa ad un protocollo addizionale alla Convenzione europea
dei Diritti dell'Uomo sui diritti delle minoranze nazionali

Annunziata il 2 dicembre 1993

L'ASSEMBLÉE,

1. Rappelle ses Recommandations 1134 (1990) et 1177 (1992), et ses Directives n. 456 (1990) et 1177 (1992), et 474 (1992) relatives aux droits des minorités. Dans les deux textes adoptés le 5 février 1992, elle demandait au Comité des Ministres:

(i) de conclure dans les meilleurs délais les travaux en cours pour l'élaboration d'une charte des langues régionales

(1) Discussion par l'Assemblée le 1^{er} février 1993 (22^e séance), Voir Doc. 6742, rapport de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme (rapporteur: M. Worms) et Doc. 6749 avis de la commission des questions politiques (rapporteur M. de Puig).

Texte adopté par l'Assemblée le 1^{er} février 1993 (22^e séance).

ou minoritaires, et de faire tout son possible pour une mise en oeuvre rapide de la charte;

(ii) d'élaborer un protocole additionnel sur les droits des minorités à la Convention européenne des Droits de l'Homme;

(iii) de doter le Conseil de l'Europe d'un outil de médiation approprié.

2. En adoptant, le 22 juin 1992, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires – une convention du Conseil de l'Europe – le Comité des Ministres a donné satisfaction à l'Assemblée sur le premier de ces points. La Charte qui devra être à la base de la législation dans nos Etats membres pourra également guider bien d'autres Etats dans une matière difficile et délicate.

3. Reste la mise en oeuvre rapide de cette Charte. Il est encourageant, lors de son ouverture à la signature, le 5 novembre 1992, onze Etats membres du Conseil de l'Europe l'aient déjà signée. Mais il faut aller plus loin.

4. L'Assemblée lance donc un appel aux Etats membres qui n'ont pas encore signé la charte de le faire et à tous de la ratifier rapidement, en acceptant le maximum de ses clauses.

5. L'Assemblée se réserve le droit de revenir, à une occasion ultérieure, sur la question de l'outil de médiation approprié du Conseil de l'Europe, dont elle a proposé la création.

6. Elle a été informé du mandat donné par le Comité des Ministres au Comité directeur pour les droits de l'homme et à son Comité d'experts pour la protection des minorités nationales, et désire apporter son appui total à ces travaux et les promouvoir activement.

7. Par l'introduction dans la Convention européenne des Droits de l'Homme de certains droits des personnes appartenant à une minorité, ces personnes, ainsi que les organisations qualifiées pour les représenter, pourraient bénéficier des voies de recours proposées par la Convention, notamment le droit de soumettre des requêtes à la Commission et à la Cour européenne des Droits de l'Homme.

8. Par conséquent, l'Assemblée recommande au Comité des Ministres d'adopter un protocole additionnel à la Convention européenne des Droits de l'Homme sur les droits des minorités nationales, s'inspirant du texte figurant ci-dessous, qui fait partie intégrante de la présente recommandation.

9. Comme cette question est d'une extrême urgence et l'une des affaires les plus importantes actuellement traitées par le Conseil de l'Europe, l'Assemblée recommande également au Comité des

Ministres d'accélérer le calendrier des travaux pour permettre au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement (Vienne, 8 et 9 octobre 1993) d'adopter un protocole sur les droits des minorités nationales et de l'ouvrir à la signature à cette occasion.

PROPOSITION DE PROTOCOLE ADDITIONNEL
À LA CONVENTION DE SAUVEGARDE
DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES CONCERNANT LES PERSONNES
APPARTENANT À DES MINORITÉS NATIONALES

PRÉAMBULE.

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Protocole.

1. Considérant que la diversité des peuples et des cultures qui l'ont fécondée est une des sources essentielles de la richesse et de la vitalité de la civilisation européenne;

2. Considérant la contribution importante des minorités nationales à la diversité culturelle et au dynamisme des Etats européens;

3. Considérant que la reconnaissance des droits des personnes appartenant à une minorité nationale à l'intérieur d'un Etat et la protection internationale de ces droits sont seules susceptibles de mettre durablement un terme aux affrontements ethniques et de contribuer ainsi à garantir la justice, la démocratie, la stabilité et la paix;

4. Considérant qu'il s'agit de droits que toute personne peut exercer aussi bien seule qu'en commun;

5. Considérant que la protection internationale des droits des minorités nationales est une composante essentielle de la protection internationale des droits de

l'homme et comme telle un domaine de la coopération internationale;

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE 1.

Definition.

Article 1.

Aux fins de cette Convention (1), l'expression minorité nationale désigne un groupe de personnes dans un Etat qui

a) résident sur le territoire de cet Etat et en sont citoyens,

b) entretiennent des liens anciens, solides et durables avec cet Etat,

c) présentent des caractéristiques ethniques, culturelles, religieuses ou linguistiques spécifiques,

d) sont suffisamment représentatifs tout en étant moins nombreux que le reste de la population de cet Etat ou d'une région de cet Etat,

e) sont animées de la volonté de préserver ensemble ce qui fait leur identité commune, notamment leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue.

TITRE 2.

Principes généraux.

Article 2.

L'appartenance à une minorité nationale relève du libre choix de la personne.

2. Aucun désavantage ne doit résulter du choix de cette appartenance, non plus que de sa résignation.

(1) Le mot "convention" dans ce texte se réfère à la Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

Article 3.

1. Toute personne appartenant à une minorité nationale a le droit d'exprimer, de préserver et de développer en toute liberté son identité religieuse, ethnique, linguistique et/ou culturelle sans être soumise contre sa volonté à aucune tentative d'assimilation.

2. Toute personne appartenant à une minorité nationale peut exercer ses droits et en jouir individuellement ou en association avec d'autres.

Article 4.

Toute personne appartenant à une minorité nationale a droit à l'égalité devant la loi. Toute discrimination fondée sur l'appartenance d'une personne à une minorité nationale est interdite.

Article 5.

Des modifications délibérées dans la composition démographique de la région d'implantation d'une minorité nationale au détriment de cette dernière sont interdites.

TITRE 3.

Droits matériels.

Article 6

Toutes les personnes appartenant à une minorité nationale ont le droit de créer leurs propres organisations, y compris des partis politiques.

Article 7.

1. Toute personne appartenant à une minorité nationale a le droit d'utiliser librement sa langue maternelle en privé comme en public, tant oralement que par

écrit. Ce droit s'applique aussi à l'utilisation de sa langue dans les publications et l'audiovisuel.

2. Toute personne appartenant à une minorité nationale a le droit d'utiliser son nom et ses prénoms dans sa langue maternelle ainsi que le droit à la reconnaissance officielle de son nom et de ses prénoms.

3. Dans les régions d'implantation substantielle d'une minorité nationale, les personnes appartenant à cette minorité ont le droit d'utiliser leur langue maternelle dans leurs contact avec les autorités administratives ainsi que dans les procédures devant les tribunaux et les instances juridiques.

4. Dans les régions d'implantation substantielle d'une minorité nationale les personnes appartenant à cette minorité ont droit à une présentation dans leur langue des dénominations locales, enseignes, inscriptions et autres informations analogues exposées à la vue du public. Ceci ne fait pas obstacle au droit des autorités de présenter les informations mentionnées ci-dessus, dans la ou les langues officielles de l'Etat.

Article 8.

1. Toute personne appartenant à une minorité nationale a le droit d'apprendre sa langue maternelle et de recevoir un enseignement dans sa langue maternelle dans un nombre approprié d'écoles et d'établissements d'enseignement public et de formation dont la localisation doit tenir compte de la répartition géographique de la minorité.

2. Les personnes appartenant à une minorité nationale ont le droit de créer et de gérer leurs propres écoles et établissements d'enseignement et de formations dans le cadre du système juridique de l'Etat.

Article 9.

En cas de violation alléguée des droits protégés par le présent protocole, toute

personne appartenant à une minorité nationale, ou toute organisation représentative d'une minorité nationale, a droit à un recours effectif devant une instance de l'Etat.

Article 10.

Toute personne appartenant à une minorité nationale a le droit, dans le respect de l'intégrité territoriale de l'Etat, d'avoir des contacts libres et sans entraves avec les ressortissants d'un autre pays avec lesquels cette minorité partage des caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques, ou une identité culturelle.

Article 11.

Dans les régions où elles sont majoritaires les personnes appartenant à une minorité nationale ont droit de disposer d'administrations locales ou autonomes appropriées, ou d'un statut spécial, correspondant à la situation historique et territoriale spécifique et conformes à la législation nationale de l'Etat.

TITRE 4.

Conditions de mise en oeuvre du Protocole.

Article 12.

1. Aucune des dispositions du présent protocole ne peut être interprétée comme limitant ou restreignant un droit individuel d'une personne appartenant à une minorité nationale ou droit collectif d'une minorité nationale inséré dans la législation de l'Etat contractant ou dans un accord international auquel ce dernier est partie.

2. Les mesures prises à seule fin de protéger les minorités nationales, de favo-

riser leur développement approprié et de leur assurer l'égalité de droits et de traitement avec le reste de la population dans les domaines administratif, politique, économique, social, culturel et autres ne seront pas considérées comme discriminatoires.

Article 13.

L'exercice des droits et libertés énoncés dans ce Protocole s'applique intégralement aux personnes appartenant à un groupe majoritaire dans une ou plusieurs de ses régions.

Article 14.

L'exercice des droits et libertés énoncés dans ce Protocole ne saurait limiter les devoirs et les responsabilités qui s'attachent à la citoyenneté d'un Etat. Toutefois, cet exercice ne peut être soumis qu'à des formalités, conditions, restrictions ou sanctions prévues par la loi et nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui.

TITRE 5.

Clauses finales.

Article 15.

Aucune dérogation au titre de l'article 15 de la Convention n'est autorisée aux dispositions du présent Protocole, à l'exception de l'article 10 de celui-ci.

Article 16.

Aucune réserve n'est admise aux dispositions du présent Protocole au titre de l'article 64 de la Convention.

Article 17.

Les Etats parties considèrent les articles 1 à 11 du présent Protocole comme des articles additionnels à la Convention et toutes les dispositions de la Convention s'appliquent en conséquence.

Article 18.

Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membre du Conseil de l'Europe, signataires de la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Un Etat membre du Conseil de l'Europe ne pourra ratifier, accepter ou approuver le présent protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près la Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 19.

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la date à laquelle cinq Etats membres du Conseil de l'Europe auront exprimé leur consentement à être liés par le protocole conformément aux dispositions de l'article 18.

2. Pour tout Etat membre qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par le Protocole. Celui-ci entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 20.

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- c) toute date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
- d) tout autre acte, notification ou communication ayant trait au présent Protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione 1201 (1993) (1)**
relativa ad un protocollo addizionale alla Convenzione europea
dei Diritti dell'Uomo sui diritti delle minoranze nazionali

L'ASSEMBLEA,

1. Richiama le proprie Raccomandazioni 1134 (1990) e 1177 (1992), e le proprie direttive nn. 456 (1990) e 474 (1992) relative ai diritti delle minoranze. Nei due testi adottati il 5 febbraio 1992, essa chiedeva al Comitato dei Ministri:

i. di concludere in breve termine i lavori in corso per l'elaborazione di una carta delle lingue regionali o minoritarie, e di fare tutto il possibile per una rapida attuazione della stessa carta;

ii. di elaborare un protocollo addizionale sui diritti delle minoranze alla Convenzione europea dei diritti dell'Uomo;

iii. di dotare il Consiglio d'Europa di un appropriato strumento di mediazione.

2. Adottando, il 22 giugno 1992, la Carta europea delle lingue regionali o minoritarie — una convenzione del Consiglio d'Europa — il Comitato dei Ministri ha

dato soddisfazione all'Assemblea sul primo di tali punti. La Carta che dovrà essere alla base della legislazione nei nostri Stati membri potrà altresì guidare molti altri Stati in una materia tanto difficile e delicata.

3. Rimane la rapida attuazione di tale carta. È incoraggiante che al momento della sua apertura alla firma, il 5 novembre 1992, undici Stati membri del Consiglio d'Europa l'abbiano già firmata. Ma bisogna andare oltre.

4. L'Assemblea lancia dunque agli Stati membri che non hanno ancora firmato la carta, un appello perchè lo facciano, e a tutti di ratificarla rapidamente, accettandone il massimo delle clausole.

5. L'Assemblea si riserva il diritto di ritornare, in una prossima occasione, sulla questione dell'appropriato strumento di mediazione del Consiglio d'Europa, di cui essa ha proposto la creazione.

6. Essa è stata informata del mandato conferito dal Comitato dei Ministri al Comitato dei direttori per i diritti dell'uomo ed al suo Comitato di esperti per la protezione delle minoranze nazionali, e desidera manifestare il proprio totale appoggio a tali lavori e promuoverli attivamente.

(1) Discussione dell'Assemblea il 1° febbraio 1993 (22° seduta) (vedasi Doc. 6742, Rapporto della Commissione per le questioni giuridiche e dei diritti dell'uomo, relatore: Sig. Worms; e Doc 6749, parere della Commissione per le questioni economiche, relatore: Sig. de Puig).

Testo adottato dall'Assemblea il 1° febbraio 1993 (22° seduta).

7. Attraverso l'introduzione nella Convenzione europea dei Diritti dell'Uomo di alcuni diritti degli appartenenti a minoranze, questi, nonché le organizzazioni qualificate a rappresentarle, potrebbero beneficiare dei mezzi di ricorso previsti dalla Convenzione, segnatamente il diritto di sottoporre istanze alla Commissione ed alla Corte europea dei Diritti dell'Uomo.

8. Pertanto, l'Assemblea raccomanda al Comitato dei Ministri di adottare un protocollo addizionale alla Convenzione europea dei Diritti dell'Uomo sui diritti delle minoranze nazionali, ispirandosi al testo sotto riportato, che costituisce parte integrante della presente raccomandazione.

9. Poiché tale questione è di estrema urgenza, nonché uno dei temi più importanti attualmente trattati dal Consiglio d'Europa, l'Assemblea raccomanda egualmente al Comitato dei Ministri di accelerare il calendario dei lavori per permettere al Vertice dei Capi di Stato e di Governo (Vienna, 8 e 9 ottobre 1993) di adottare un protocollo sui diritti delle minoranze nazionali e di aprirlo alla firma in quell'occasione.

PROPOSTA DI PROTOCOLLO ADDIZIONALE ALLA CONVENZIONE DI SALVAGUARDIA DEI DIRITTI DELL'UOMO E DELLE LIBERTÀ FONDAMENTALI CONCERNENTI LE PERSONE APPARTENENTI A MINORANZE NAZIONALI.

PREAMBOLO.

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Protocollo.

1. Ritenendo che la diversità dei popoli e delle culture che li hanno fecondati sia una delle fonti essenziali della ricchezza e della vitalità della civiltà europea;

2. Considerato l'importante contributo delle minoranze nazionali alla diversità culturale ed al dinamismo degli Stati europei;

3. Ritenendo che il riconoscimento dei diritti delle persone appartenenti ad una minoranza nazionale all'interno di uno Stato e la protezione internazionale di tali diritti siano i soli fattori suscettibili di metter fine in maniera durevole ai conflitti etnici e di contribuire anche a garantire la giustizia, la democrazia, la stabilità e la pace;

4. Considerato che si tratta di diritti di cui ciascuno può godere sia individualmente che collettivamente;

5. Considerato che la protezione internazionale dei diritti delle minoranze nazionali è una componente essenziale della protezione internazionale dei diritti dell'uomo ed in quanto tale un ambito della cooperazione internazionale;

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO 1.

Definizione.

Articolo 1.

Ai fini di questa Convenzione (2), l'espressione minoranza nazionale designa un gruppo di persone in uno Stato che

a) risiedano sul territorio di tale Stato e ne siano cittadini,

b) mantengano legami antichi, solidi e duraturi con tale Stato,

c) presentino caratteristiche etniche, culturali, religiose o linguistiche specifiche,

d) siano sufficientemente rappresentative pur essendo meno numerose del resto della popolazione di tale Stato o di una regione di tale Stato,

(2) La parola « convenzione » in questo testo si riferisce alla Convenzione Europea di Salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali.

e) siano animate dalla volontà di preservare insieme ciò che costituisce la loro comune identità, segnatamente a loro cultura, le loro tradizioni, la loro religione o la loro lingua.

TITOLO 2.

Principi generali.

Articolo 2.

1. L'appartenenza ad una minoranza nazionale promana dalla libera scelta della persona.

2. Nessuno svantaggio deve derivare dalla scelta di tale appartenenza, non meno che dalla sua riconsiderazione.

Articolo 3.

1. Ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale ha il diritto di esprimere, di preservare e di sviluppare in piena libertà la propria identità religiosa, etnica, linguistica e/o culturale senza essere sottoposta contro la propria volontà ad alcun tentativo di assimilazione.

2. Ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale può esercitare i propri diritti e goderne individualmente o in associazione con altri.

Articolo 4.

Ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale ha diritto all'uguaglianza davanti alla legge. Ogni discriminazione fondata sull'appartenenza di una persona ad una minoranza nazionale è proibita.

Articolo 5.

Modifiche intenzionali nella composizione demografica della regione di in-

diamento di una minoranza nazionale a detrimento di quest'ultima sono proibite.

TITOLO 3.

Diritti materiali.

Articolo 6.

Tutte le persone appartenenti ad una minoranza nazionale hanno il diritto di creare proprie organizzazioni, compreso partiti politici.

Articolo 7.

1. Ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale ha il diritto di usare liberamente la propria lingua materna in privato come in pubblico, tanto oralmente che per iscritto. Tale diritto si applica anche all'uso della lingua nelle pubblicazioni e gli audiovisivi.

2. Ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale ha il diritto di usare il proprio nome e cognome nella lingua materna nonché il diritto al riconoscimento ufficiale del proprio nome e cognome.

3. Nelle regioni di sostanziale insediamento di una minoranza nazionale, gli appartenenti a tale minoranza hanno il diritto di usare la propria lingua materna nei contatti con le autorità amministrative nonché nei procedimenti davanti ai tribunali e le istanze legali.

4. Nelle regioni di sostanziale insediamento di una minoranza nazionale, gli appartenenti a tale minoranza hanno il diritto di affiggere nella loro lingua denominazioni locali, insegne, iscrizioni ed altre analoghe informazioni esposte alla vista del pubblico. Ciò non costituisce ostacolo al diritto delle autorità di affiggere le summenzionate informazioni nella lingua o nelle lingue ufficiali (i) dello Stato.

Articolo 8.

1. Ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale ha il diritto di apprendere la propria lingua materna e di ricevere insegnamenti nella propria lingua materna in un numero appropriato di scuole ed istituti di insegnamento pubblico e di formazione, la cui localizzazione deve tener conto della ripartizione geografica della minoranza.

2. Le persone appartenenti ad una minoranza nazionale hanno il diritto di creare e di gestire proprie scuole ed istituti di insegnamento e di formazione nel quadro del sistema giuridico dello Stato.

Articolo 9.

In caso di addotta violazione dei diritti protetti dal presente Protocollo, ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale od ogni organizzazione rappresentativa di una minoranza nazionale, ha diritto a ricorso effettivo davanti ad istanze dello Stato.

Articolo 10.

Ogni persona appartenente ad una minoranza nazionale ha il diritto, nello stretto rispetto dell'integrità territoriale dello Stato, di avere contatti liberi e senza impedimenti con i cittadini di un altro paese con i quali tale minoranza condivide caratteristiche etniche, religiose o linguistiche, oppure un'identità culturale,

Articolo 11.

Nelle regioni in cui sono maggioritarie, le persone appartenenti ad una minoranza nazionale hanno il diritto di disporre di amministrazioni locali o autonome appropriate, oppure di uno statuto speciale, corrispondente alla situazione storica e territoriale specifica, e conformi alla legislazione nazionale dello Stato.

TITOLO 4.

Condizioni di attuazione del Protocollo.

Articolo 12.

1. Nessuna disposizione del presente Protocollo può essere interpretata come limitativa o restrittiva di un diritto individuale di una persona appartenente ad una minoranza nazionale o di un diritto collettivo di una minoranza nazionale, inserito nella legislazione dello Stato contraente o in un accordo internazionale del quale quest'ultimo sia parte.

2. Le misure adottate al solo fine di proteggere le minoranze nazionali, di favorirne l'appropriato sviluppo e di assicurare loro l'uguaglianza di diritti e di trattamento con il resto della popolazione nei settori amministrativo, politico, economico, sociale, culturale ed altri non saranno considerate discriminatorie.

Articolo 13.

L'esercizio dei diritti e delle libertà enunciate in questo Protocollo si applica integralmente alle persone appartenenti ad un gruppo maggioritario nell'insieme dello Stato, ma minoritario in una o più regioni.

Articolo 14.

L'esercizio dei diritti e delle libertà enunciate in questo Protocollo non può limitare i doveri e le responsabilità connesse alla cittadinanza di uno Stato. Tuttavia, tale esercizio non può essere sottoposto che a formalità, condizioni, restrizioni o sanzioni previste dalla legge e necessarie, in una società democratica, alla sicurezza nazionale, all'integrità territoriale o alla pubblica sicurezza, alla difesa dell'ordine ed alla prevenzione del crimine, alla protezione della sanità o della morale, o alla protezione dei diritti e delle libertà altrui.

TITOLO 5.

Clauseole finali.

Articolo 15.

Non è autorizzata alcuna deroga alle disposizioni del presente Protocollo a termini dell'articolo 15 della Convenzione, ad eccezione dell'articolo dieci dello stesso.

Articolo 16.

Non è ammessa alcuna riserva alle disposizioni del presente Protocollo a termini dell'articolo 64 della Convenzione.

Articolo 17.

Gli Stati parti considerano gli articoli da 1 a 11 del presente Protocollo come articoli aggiuntivi alla Convenzione e tutte le disposizioni della Convenzione si applicano di conseguenza.

Articolo 18.

Il presente Protocollo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa firmatari della Convenzione. Esso sarà sottoposto a ratifica, accettazione o approvazione. Un Stato membro del Consiglio d'Europa non potrà ratificare, accettare o approvare il presente Protocollo senza aver simultaneamente o anteriormente ratificato la Convenzione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 19.

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente alla data in cui cinque Stati membri del Consiglio d'Europa avranno espresso il proprio consenso ad essere vincolati dal Protocollo in conformità alle disposizioni dell'articolo 18.

2. Per ogni Stato membro che esprima successivamente il proprio consenso ad essere vincolato dal Protocollo, questo entrerà in vigore il primo giorno del mese seguente alla data del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o approvazione.

Articolo 20.

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione;
- c) ogni data di entrata in vigore del presente Protocollo;
- d) ogni altro atto, notifica o comunicazione che si riferisca al presente Protocollo.

In fede di che, i sottoscritti debitamente autorizzati al riguardo, hanno firmato il presente Protocollo.

Fatto a Strasburgo, il, in francese ed in inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne invierà copia conforme certificata a ciascuno degli Stati membri del Consiglio d'Europa.

